

*mière banque de l'état*, et tout ce qui restreint la liberté de ses opérations, non seulement détourne l'emploi des capitaux dans sa meilleure et plus naturelle direction, mais encore décourage l'individu dans les efforts de son labeur. "Les lois seigneuriales sont d'une grande obstruction à la circulation des fonds et cette circulation libre est essentielle à la prospérité progressive de ce pays. Hauts prix avec abondance veulent dire prospérité, mais bas prix ne signifient que misère." — SMITH.

Nous avons été souvent surpris par une opinion qui nous semble erronée, quoique bien étendue, que l'argent employé aux travaux publics ou payé sur le revenu, est une perte générale pour le pays, faute d'être employé sur l'industrie productive. Ceci, nous pensons, est une erreur grave. Au contraire, l'argent circulant de cette manière, par les mains du Gouvernement, s'introduit dans les canaux les plus utiles d'exportation pour l'industrie du peuple, tant pour l'encouragement des manufactures, que pour celui de l'agriculture. Cet argent, une fois payé par le Gouvernement, demeure à peine vingt quatre heures dans les mains de ceux qui le reçoivent. Il est absorbé dans le commerce agricole ou manufacturier pour delà entrer en cours de reproduction. Les individus qui reçoivent cet argent du Gouvernement peuvent n'avoir rien chez eux pour le rencontrer, et même la chose doit en être ainsi; car, s'il est nécessaire que le bien général exige qu'ils soient employés et payés, nous n'avons aucune raison de regarder cela comme un mal; c'est parce qu'ils sont les agents de la répartition d'un capital dans toutes les branches utiles de la société, et quoique, comme nous l'avons déjà dit, ces individus ne sont pas producteurs par eux-mêmes, il ne peut résulter aucun mal pour la société de ce qu'un nombre de mains soit détourné de l'agriculture et des manufactures pour entrer dans les occupations qui procureront un marché aux manufactures et aux produits agricoles. Si nombre de gens robustes étaient soudoyés par les fonds publics, sans les employer utilement, alors ce serait un grand mal, parce que dans ce cas les services de ces hommes seraient perdus et les journaliers actifs seraient taxés pour y subvenir. Ce mal, cependant, ne s'étendrait pas plus loin que la perte de la valeur des produits que ces hommes seraient capables de créer par leur travail, si on les employait autrement. L'argent ainsi reçu ne se perdrait pas et se rendrait de chez eux chez l'agriculteur, le marchand et le manufacturier. C'est ainsi que le montant total des dépenses du gouvernement et des travaux publics en Canada doit nécessairement revenir aux Îles Britanniques, en retour des manufactures anglaises, ou bien encore en partie rétribuer nos productions, en exceptant peut-être une légère portion de ce que les États-Unis pourraient obtenir pour leur produits agricoles. Nous sommes parfaitement con-

vaincus que tout l'argent dépensé par le Gouvernement Anglais, et cela sur des travaux d'utilité publique dans ce pays, n'est pas entièrement perdu pour le peuple anglais ou pour nous, mais qu'au contraire il retourne là où il vient, en exceptant une partie que nous pouvons considérer comme notre propre capital dans nos travaux en Canada, lequel capital dans son exploitation représente le loyer de ces ouvrages publics.

Nous avons souvent entendu parler des plaintes sur les pertes souffertes par les marchands exportant de la farine et du bled, des ports canadiens, en conséquence de leur état endommagé en arrivant en Angleterre. D'après les occasions fréquentes que nous avons eu de voir combien on expose le bled et la farine aux variations de la température, avant leur embarquement à Montréal, nous serions surpris, s'ils arrivaient en Angleterre sans être endommagés. Rien de plus fâcheux à l'intérêt mercantile et de plus préjudiciable à la réputation du produit canadien que de ne pas embarquer tous articles à nos ports dans la meilleure des conditions possibles, afin qu'il en soit de même en arrivant à leur destination. Il n'y a aucun doute que, du moment que la farine laisse le moulin, ou les autres grains la grange du cultivateur, ils devraient être parfaitement emmagasinés jusqu'à leur embarquement à Montréal ou à Québec. L'exposition à la grande chaleur et à l'humidité détériore nécessairement la fleur et encore plus le bled. Nous supposons qu'on croit par là que la négligence de mettre la fleur et le bled à l'abri vient du désir d'économiser, dans le cours du transport à Montréal ou une fois arrivé là. La mauvaise qualité de tout produit agricole quelconque exporté de ce pays, fera grand tort aux cultivateurs et aux marchands, quoiqu'on ne puisse blâmer les habitants du mal qui arrive à l'arrivée de la fleur et du bled aux ports Britanniques. À un si grand mal, il faudrait un prompt remède attentivement appliqué; car il y a de la culpabilité à souffrir que la nourriture la plus haute en valeur que puisse se procurer l'homme soit, par négligence, mise hors d'état de pouvoir être exposée au débit par le marchand.

Nous ne savons pas la quantité de bœuf salé que Montréal peut envoyer cette année aux ports Britanniques. Nous avons vu de nombreux troupeaux de bêtes à cornes amenés en ville dernièrement, et en Angleterre on n'y verrait que de la matière première pour engraisser, soit pendant l'hiver, soit pour l'année suivante. Si l'on s'obstine à exporter de la viande produite par de tels animaux dans leur présente condition, ne soyons pas surpris, si la réputation de notre bœuf en souffre en même temps que sa vente en Angleterre, car le seul moyen d'éviter une perte à cet égard est d'envoyer du bon bœuf, autrement ce sera un commerce sans profit; il en est ainsi du beurre et du fromage qui doivent être d'une bonne qualité, afin d'assurer un profit lorsqu'on les exporte. Il n'y a rien qui puisse nous empêcher d'exporter la meilleure qua-